

Le compte à rebours pour les élections générales de 2016 en Gambie a commencé avec une démarche rare visant à réunir les femmes politiques de tout le spectre politique divisé afin d'assurer une représentation accrue des femmes.

Au cours de la dernière semaine du mois de mars, l'ONG locale de défense des droits des femmes appelée Comité gambien sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (GAMCOTRAP) a lancé une campagne demandant des réformes politiques afin d'assurer la participation effective des femmes dans tous les postes de leadership politique.

"Nous disons maintenant que nous voulons aller chercher notre propre eau et boire avec les hommes à partir du même puits", déclare à IPS, Dr Isatou Touray, directrice exécutive du GAMCOTRAP. L'ONG a bénéficié pour cette campagne du soutien de la 'National Endowment for Democracy', une organisation américaine but non lucratif qui soutient la liberté à travers le monde.

"Ce que nous faisons n'a rien à voir avec la politique partisane", affirme Touray. "Il ne s'agit pas d'arracher leurs pouvoirs. Il s'agit de développement, et il s'agit de la politique de genre".

"Lorsque nous parlons de la politique de genre, nous disons que les femmes issues des différents partis politiques se réunissent pour examiner leurs problèmes et les promouvoir, à travers un seul mouvement".

Les résultats préliminaires du recensement effectué en 2013 dans ce petit pays d'Afrique de l'ouest montrent que les femmes constituent plus de 51 pour cent des près de 1,8 million d'habitants du pays.

A partir de 2011, les femmes représentent 58 pour cent des électeurs nationaux. Leur force numérique n'est pas, toutefois, reflétée dans le nombre de femmes à des postes de gouvernance et de leadership à la fois au niveau national et local.

Ceci en dépit du fait que la Gambie ait une femme vice-présidente, Dr Isatou Njie Saidy, qui occupe ce poste depuis 1997.

"Sur les 53 membres de l'Assemblée nationale, nous avons seulement quatre qui sont des femmes élues et une seule femme députée nommée. Ce qui fait neuf pour cent", souligne à IPS, Amie Sillah, une politicienne activiste de genre.

"Egalement, sur 1.873 chefs de village, seulement cinq sont des femmes. Il n'y a aucune femme gouverneure, aucune femme chef de district. Alors, cela est-il impressionnant?"

Les structures au sein des différents partis politiques, au mieux, relèguent les femmes à la position de suppléantes des propagandistes hommes. Les femmes occupent essentiellement seulement des postes de leadership dans les ailes des femmes de leurs partis politiques.

Et la majorité des femmes politiquement actives dans le pays passent leur temps à faire campagne pour les votes et les dons financiers pour leurs homologues hommes.

"Dans les comités de sélection des parties, même si une femme est nommée présidente, comme le dit notre proverbe: 'Ils [les hommes] vous donnent la tête et prennent la langue', de sorte que la femme n'est pas en mesure de parler. Les hommes vous donnent juste un pouvoir symbolique. En un mot, vous propagez ce qu'ils veulent que vous propagez", affirme Sillah.

La Constitution garantit le droit des femmes de participer à la vie politique et criminalise toute forme de discrimination fondée sur le genre.

Au cours des quatre dernières années, au moins trois lois en faveur des femmes ont été adoptées: Loi 2010 sur les femmes, la Loi sur les violences conjugales, et La Loi sur les infractions sexuelles, toutes deux votées en 2013.

Cependant, les femmes demeurent politiquement marginalisées.

Les activistes disent qu'étant donné que les hommes dominent la scène politique, les lois favorables aux femmes ont été édulcorées.

"La plupart des questions [touchant les femmes] n'ont pas été adoptées comme lois ... mais au cas elles sont adoptées, les clauses essentielles sont supprimées", indique Touray.

Sillah explique: "Ils ont retiré toutes les bonnes choses, toutes les dispositions essentielles dans la Loi sur les femmes concernant le mariage, l'héritage ... Ils ont également refusé d'adopter la disposition sur les mutilations génitales féminines. Ils l'ont retirée alors qu'il s'agit des droits des femmes à la santé de reproduction".

Sillah a appelé à un système de quotas en matière de discrimination positive pour l'Assemblée nationale qui accordera au moins 30 pour cent des sièges aux femmes.

"Il est temps que les femmes soient là où les lois sont votées. Afin qu'au cas où ces lois

protègent les droits des femmes, celles-ci puissent s'engager efficacement pour permettre aux projets de loi d'être adoptés".

Haddy Nyang-Jagne est l'une des quatre femmes membres de l'Assemblée nationale issues du parti au pouvoir, l'Alliance patriotique pour la réorientation et la construction (APRC). Elle pense que le gouvernement a beaucoup fait pour assurer la participation des femmes en politique et que les barrières culturelles existantes constituent l'une des raisons qui expliquent le faible nombre de femmes au parlement.

"Le gouvernement a créé un environnement favorable, sensibilisé les femmes. Maintenant, est-ce la stigmatisation? Les femmes ont peur de s'afficher parce que les gens parlent du mal d'elles".

"Est-ce le manque de financement? A l'APRC, l'argent est donné aux candidats ... Parfois, il s'agit de barrières religieuses et culturelles. Certaines personnes vous diront notre religion, l'islam, n'accepte pas que les femmes participent à la politique et nous savons que cette proposition n'est pas fondée", déclare Haddy, qui est à son deuxième mandat à l'Assemblée nationale.

Cependant, les femmes de l'opposition disent que l'espace démocratique pour un pluralisme politique dynamique a diminué puisque les arrestations et détentions arbitraires des opposants sont devenues la norme.

Mariama B. Secka, secrétaire générale de l'aile féminine du parti de l'opposition, le Parti démocratique uni, affirme qu'il est difficile de faire partie de l'opposition en Gambie. Le pays est Etat dominé par un seul parti depuis 1996 lorsque le chef de l'armée aujourd'hui président, Yahya Jammeh, a créé l'APRC après avoir pris le pouvoir par un coup d'Etat en 1994.

"J'ai été invitée à un forum de la fédération des femmes. Quand j'ai commencé à me présenter en tant que membre du parti de l'opposition, j'ai été chahutée. J'étais complètement stressée. Ce n'est pas du tout facile. Nous avons besoin d'être sur un pied d'égalité", déclare-t-elle à IPS.

Et les seules personnes qui peuvent changer cette situation sont les électeurs du pays, en majorité des femmes.

"Nous avons constaté que la plupart des femmes instruites ne votent même pas. Nous voulons rester dans nos zones de confort", indique Touray. "Et jusqu'à ce que la femme instruite aille à la base, nous ne pourrions pas être en mesure de réaliser ce que nous voulons".

Mais Touray est optimiste et n'exclut pas la possibilité d'une candidate aux élections présidentielles de 2016.

"Bien sûr que oui! Pourquoi pas! C'est possible", dit-elle. "Le paysage politique est pour tout le monde. Les femmes disent qu'elles ont le droit d'être là et nous nous présenterons pour des postes électifs au lieu d'être nommées".

Les femmes exigent un siège dans les instances politiques

Samedi, 17 Mai 2014 19:19

Source : http://www.ipsinternational.org/fr/_note.asp?idnews=7941